



RAPPORT MORAL RAPPORT D'ACTIVITE RAPPORT FINANCIER

2011





CAI 92.

Comité des Associations Intermédiaires des Hauts-de-Seine

Employeurs-solidaires92.fr

Acteurs de la vie économique des Hauts-de-Seine

Coordonnées

ESSOR

Siège social

44 rue Paul Lescop – 92000 NANTERRE

tél : 01 47 25 02 03 – fax : 01 47 25 65 43

mél : contact@essor92.fr

www.essor92.fr

ESSOR Antenne Nanterre

44 rue Paul Lescop – 92000 NANTERRE

tél : 01 47 25 02 03 – fax : 01 47 25 65 43

mél : accueiln@essor92.fr

ESSOR Antenne Courbevoie

45 rue des Minimes – 92400 COURBEVOIE

tél : 01 47 89 83 02 – fax : 01 47 68 70 68

mél : accueilc@essor92.fr

Rapport moral

Jean GIROUD
Président d'ESSOR



Lors de l'Assemblée Générale de l'année dernière, nous avons présenté comme une avancée réelle la refonte effectuée collectivement en 2010 de notre projet associatif.

Le projet associatif

Ce projet fixe au moins deux orientations qui s'imposent à nous dès le début de l'année 2011. Rappelons-les.

Tout d'abord, il s'agit d'augmenter les moyens donnés à chacun de nos salariés pour lui permettre de retrouver plus facilement un emploi pérenne, en continuant l'effort très important lancé en 2010 relatif aux nombreuses formations dispensées. Nous y reviendrons.

Mais également nous avons continué à augmenter le nombre moyen d'heures de travail des salariés en parcours en diminuant le nombre de personnes accueillies et mises à disposition, passant en quelques années de 360 à 280. Ceci n'a pu que favoriser le retour à l'emploi, malheureusement pour un nombre réduit de personnes.

Ensuite, notre projet associatif nous indique que toute personne a droit à un travail et ne peut en être exclue.

Reste une question qui n'est nullement tranchée dans le projet associatif : quel public devons-nous inscrire prioritairement ? Les allocataires du RSA, comme l'impose la Convention passée avec le Conseil Général des Hauts de Seine, ou bien un public en difficulté plus large comme le préconise le Gouvernement : les jeunes, les résidents depuis moins de cinq ans sur le territoire, ceux qui ne peuvent percevoir le RSA pour diverses raisons.

La réponse est loin d'être évidente, car si notre vocation est d'accueillir tout public en difficulté ayant capacité à retrouver un travail, les impératifs d'équilibre économique nous orientent évidemment vers les allocataires du RSA financés par le Conseil Général.

Et compte tenu de la stagnation des offres d'insertion, il nous est impossible de mener simultanément les deux objectifs, malgré les efforts développés dans le domaine commercial. Les heures fournies par les particuliers sont en forte régression et ne sont pas suffisamment compensées par celles obtenues par le moyen des clauses sociales d'insertion ou grâce aux collectivités locales, depuis longtemps avec la Ville de Nanterre et récemment, de façon tout à fait appréciable, avec la Ville de Courbevoie.

En bref, nous constatons une baisse des heures depuis 2008 et dans les faits, compte tenu de tous ce qui précède, nous privilégions l'accueil et l'inscription de personnes qui ne sont pas trop éloignées de l'emploi, de façon à permettre l'insertion.

Le projet FSE et les formations

Quelles améliorations pouvons-nous attendre ? De façon à améliorer encore le nombre global d'insertions par rapport aux objectifs, nous avons sollicité et obtenu en 2011 une Convention FSE dont la teneur consiste à améliorer les chances de sorties dynamiques de nos salariés en fin de parcours, grâce à des formations de moyennes ou longues durées pré-qualifiantes dans des secteurs professionnels diversifiés.

Concernant l'ensemble des formations réalisées en 2011, nous verrons dans le rapport d'activité, que leur nombre a largement dépassé 9 000 heures pour l'ensemble du personnel. Ceci représente plus de 300 000 €, soit 25 % de notre chiffre d'affaires (à comparer aux 1 % habituel imposé).

Certes, nous avons quelques difficultés à en trouver le financement pour un volume aussi important, mais c'est volontairement que nous donnons un atout aussi intéressant à nos salariés.

Le contexte économique et financier

Nos objectifs d'insertion, assimilés par la loi Borloo à des missions de service public, souffrent d'un désengagement continu de l'Etat. Citons quelques exemples :

- Suppression de tous les financements DDASS depuis plusieurs années.
- Suppression de la réduction Borloo sur les salaires dédiés aux Services à la Personne.
- Réduction progressive du montant de l'aide aux contrats aidés CUI / CAE.
- Stagnation depuis de nombreuses années de l'aide à l'accompagnement professionnel lié à la Circulaire Jospin.

Pour y remédier, tout ceci nécessite de notre part, recherche, améliorations permanentes et investissements souvent coûteux. Il est temps que cela change, la situation de l'emploi étant toujours aussi dégradée, voire davantage, et les personnes que nous recevons de plus en plus en difficulté.

Le Groupe de travail Comités d'Entreprises

Parmi les nouveaux moyens de développement mis en œuvre par ESSOR en 2011, citons le Groupe de travail Comités d'Entreprises. Un projet collectif innovant étudié et mis en place tout au long de l'année 2011 permet à 13 associations intermédiaires des Hauts-de-Seine, des Yvelines et de Paris de proposer une large palette de services à domicile adaptés aux besoins des salariés des entreprises via les Comités d'Entreprise. Une convention commune a donc été signée à la fin du premier semestre 2011 et des outils de communication ont été imprimés. Ainsi le démarchage des Comités d'Entreprise a pu démarrer et nous pouvons espérer que cela portera ses fruits d'ici la fin de l'année 2012.

Les actions de sensibilisation

- La Journée de l'Insertion par l'Activité Economique du 10 novembre 2011

Le Mois de l'Economie Sociale et Solidaire en France est une initiative des Chambres Régionales de l'Economie Sociale pour faire découvrir au grand public une autre façon de concevoir l'économie au travers d'initiatives les plus diverses possibles.

Dans le cadre du Mois de l'Economie Sociale et Solidaire 2011, plus d'une cinquantaine de Structures d'Insertion par l'Activité Economique franciliennes se sont mobilisées, le 10 novembre dernier, pour aller à la rencontre du grand public dans les gares des réseaux de transports franciliens. Salariés, bénévoles et sympathisants des SIAE ont assuré une distribution collective et simultanée d'un tract de sensibilisation pour l'accès à l'emploi pour tous. Une mobilisation qui met en lumière un secteur d'activité solidaire et crée une occasion de rencontres et d'échanges.

- La journée de l'Economie Sociale et Solidaire du Conseil Général des Hauts- de- Seine

Le 28 novembre 2011, sous l'égide du Conseil Général, s'est tenue à la Défense, une journée de l'ESS, à laquelle ESSOR a largement participé, en particulier par le témoignage présenté en public de l'action menée avec Vacances Animation Loisirs de la Ville de Courbevoie.

Cette action d'animation auprès des enfants pendant l'interruption scolaire de midi et dans les cantines est très intéressante et a même été renforcée dès le début de l'année 2012.

Les nouvelles actions

Le CAI 92 et l'UNA 92 ont ensemble construit un projet de « passerelle métier aide à domicile ».

Dès 2010, le CAI 92 et l'UNA Hauts-de-Seine (Union nationale des Associations d'aide et de services à domicile) ont compris que les besoins de leurs deux réseaux étaient complémentaires : les adhérents du CAI 92 ayant développé un réel savoir-faire en services à domicile (ménage-repassage en particulier) et cherchant des emplois durables pour leurs salariés, et les adhérents de l'UNA 92 recherchant régulièrement du personnel pour faire face aux demandes croissantes d'intervention au domicile de personnes fragiles.

De là est né le projet de créer, un dispositif de formation qui permettrait aux salariés en insertion motivés par le secteur des SAP d'être recrutés en tant qu'agents à domicile de niveau A par des adhérents de l'UNA Hauts-de-Seine.

L'association ESSOR s'est inscrite dans cette action collective.

Et 2012 ?

Les difficultés de 2011, économiques et structurelles, ont alerté le Conseil d'Administration, certes un peu tardivement, mais les moyens de redressement sont en train d'être finalisés et devraient porter leur fruit dès la fin de 2012.

Suite au départ de cinq collaborateurs, une restructuration s'avère indispensable. Nous ne pouvons que regretter certains départs. Nous accordons toute notre confiance au personnel qui a maintenu son contrat et nous comptons sur lui pour redresser la situation. Il s'agit d'un véritable défi qu'ensemble nous relèverons.

Les principales mesures suivantes seront mises en œuvre, dès le second semestre 2012 :

- Fonctionnement provisoire de l'association sans Directeur et grâce à la mise en place de Responsables d'antennes tout en favorisant et développant la responsabilité individuelle des permanents dans une perspective autogestionnaire.
- Maîtrise des rémunérations et des avantages en nature, du moins en attendant que la situation économique soit rétablie. Alors, un nouveau dialogue sera possible sur les rémunérations et les avantages en nature, avec consultation des délégués du personnel.
- Contrôle de gestion plus fréquent, avec établissement tous les trimestres d'un compte de résultat.
- Mobilisation plus grande des Administrateurs pour assurer diverses fonctions.
- Aide au développement commercial et sur le plan de la communication, grâce à notre partenariat avec la Fondation VINCI.

Jean GIROUD
Président d'ESSOR

Sommaire

Rapport moral

A - ORGANISATION

1. Un territoire, six villes *page 7*
2. Une équipe, une organisation *page 8*
3. Des bénévoles *page 9*
4. Des formations pour les bénévoles et les collaborateurs *page 9*

B - ACTIVITES

1. Activité économique *page 10*
2. Profil des bénéficiaires *page 12*
3. Prestations conventionnées *page 13*
4. Engagement de formation *page 14*
5. Résultats de notre activité *page 15*
6. *Démarche Qualité CEDRE* *page 15*
7. *Partenariats* *page 19*

C - COMPTABILITE & FINANCE

1. Bilan de l'exercice *page 21*
2. Compte de résultat de l'exercice *page 22*
3. Annexes aux comptes annuels de l'exercice *page 23*

A - ORGANISATION

1. Un territoire, six villes

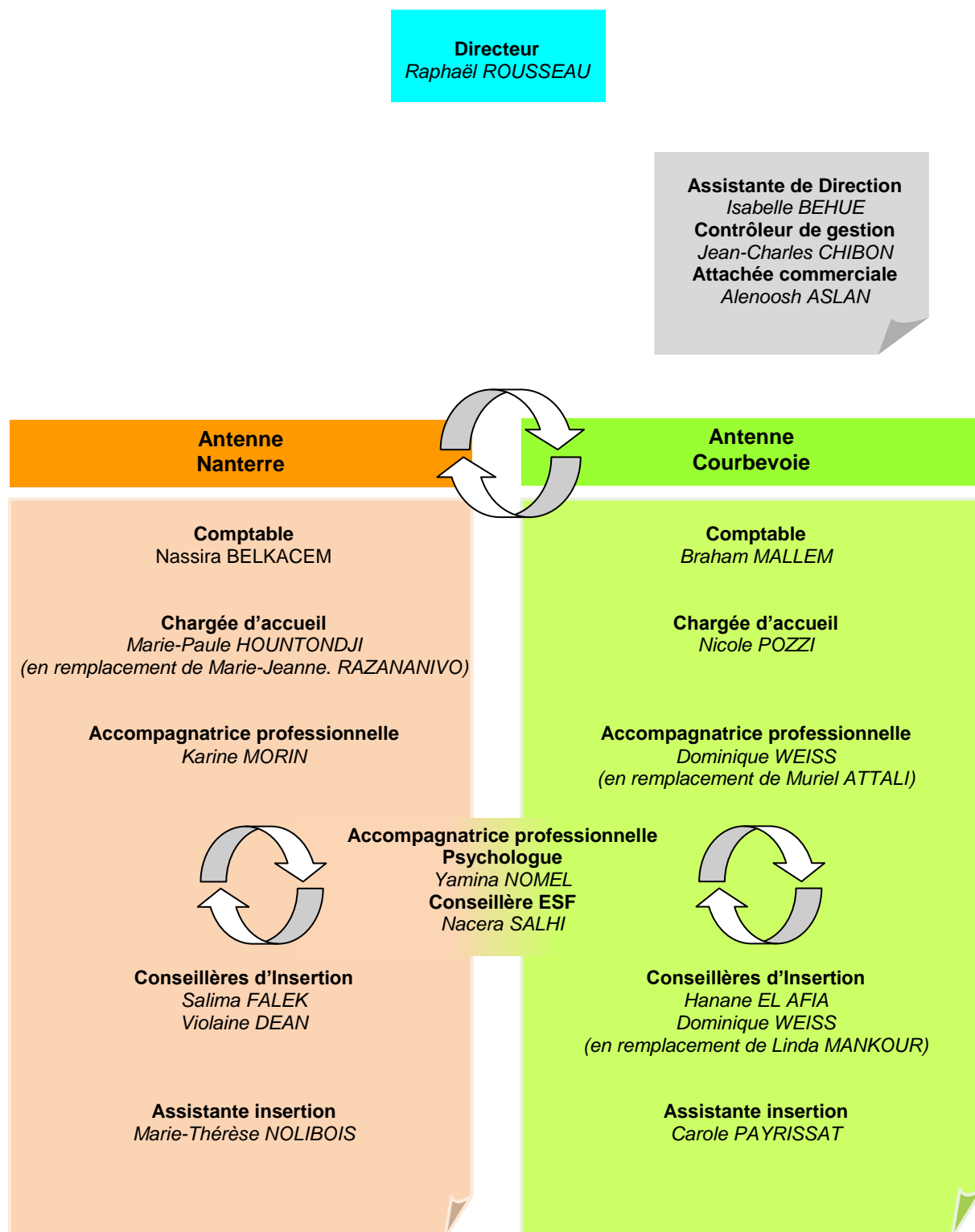


Notre association accueille principalement les demandeurs d'emploi résidant dans les six communes constituant notre territoire d'intervention, et subsidiairement les demandeurs d'emploi habitant les villes limitrophes.

Nos deux sites d'implantation ont chacun la gestion des salariés en parcours de 3 communes, les partenariats institutionnels, sociaux et les relations contractuelles avec les clients.

De même, ESSOR réalise des permanences bimensuelles dans les locaux de la Circonscription de la Vie Sociale de Puteaux.

2. Une équipe, une organisation



Au 31 décembre 2011, 19 collaborateurs ont participé à la mise en œuvre opérationnelle des orientations définies par le Conseil d'Administration.

3. Bénévolats et bénévoles

Les ressources bénévoles sont en diminution, avec une tendance à un engagement durable et important en volume horaires de bénévolat.

Yannick DELACOTTE	Administrateur
Michel FENAYON	Appui administratif et accueil Courbevoie
Jean GIROUD	Administrateur
Marie-Françoise GIROUD	Administratrice
Denise KNOLL	Appui administratif, accueil et relation institutionnelle
Alain MELOT	Administrateur
Pascale PERRIER	Appui accompagnement et accueil Courbevoie
Pierre RIGAUT	Administrateur
Josette SALEIX	Administratrice

A noter pour l'exercice 2011, les départs de 6 bénévoles compensés par l'engagement de 2 nouveaux bénévoles.

4. Des formations pour les bénévoles et les collaborateurs

Intitulé des formations	Nb de personnes	Total d'heures
Réglementation des associations intermédiaires	3	63
Gérer les relations téléphoniques	1	14
Excel Initiation	1	14
Bilan de compétences	1	24
Management d'équipe de proximité au quotidien	1	14
Sensibilisation au droit des étrangers	1	14
Le tableau de bord, outil de pilotage indispensable de votre activité	3	56
GTA	2	28
Gestion des situations conflictuelles	1	14
Réglementation des associations intermédiaires	1	21
Conduites addictives et travail	1	14
Psychopathologie et affections neurologiques - DIU	1	105
Auditeur/responsable d'audit d'un système de management de la qualité	1	35
Management : Exemplarité et Impact	1	57
Formation traditionnelle Permis de conduire B	1	40
La gestion des ressources humaines	1	112
Le responsable de formation nouveau dans sa fonction	1	74
Logiciel SAGE	3	21
Bac +4 Responsable de gestion (en contrat d'apprentissage)	1	189
Conseiller en Insertion Professionnelle (en contrat de professionnalisation)	1	161
Total		1070

Pour l'exercice 2011, l'engagement financier d'ESSOR pour la formation des bénévoles et la professionnalisation des permanents est de 66 209 € pour un volume annuel de formation de 1 070 heures de formation.

B - ACTIVITES

L'association ESSOR a salarié 280 publics en insertion pour l'exercice 2011.

Au-delà de l'objectif d'insertion que permet la réalisation des missions de travail, les salariés en parcours d'insertion participent à la réalisation de l'activité économique de notre association.

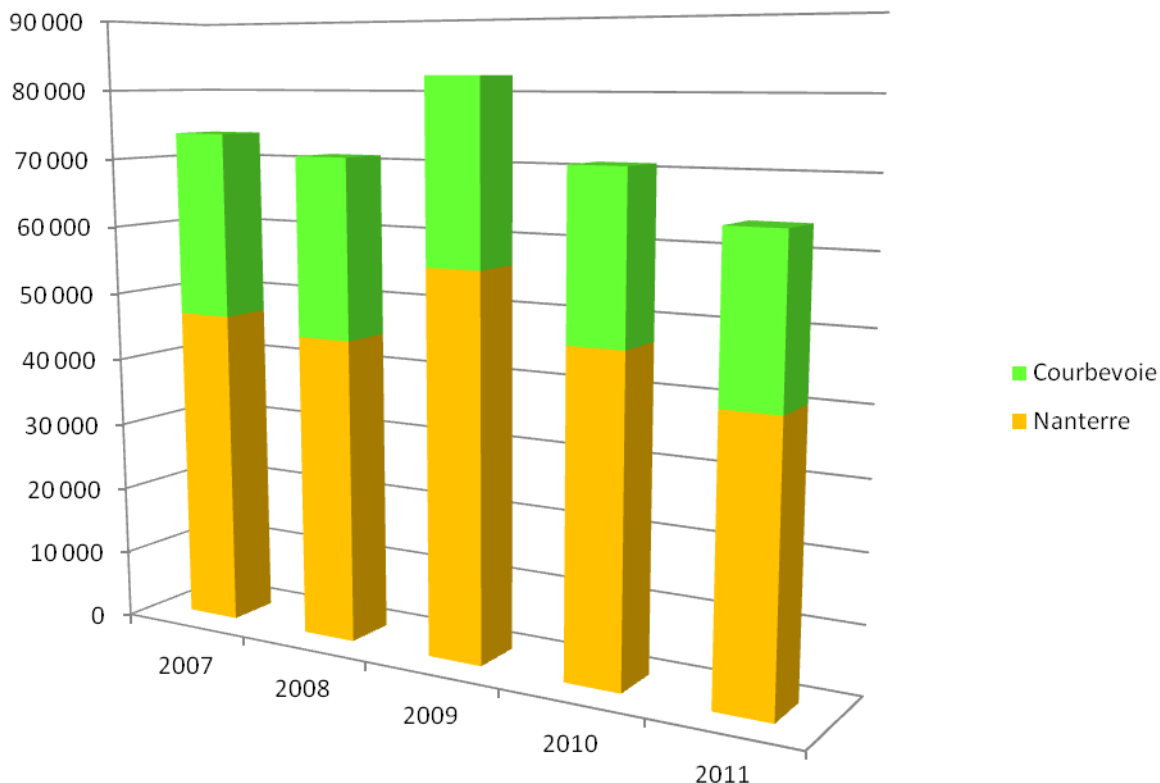
L'année 2011 a été marquée par une chute très importante du nombre d'heures de mises à disposition.

1. Activité économique

L'année 2011 a été marquée par une chute très importante du nombre d'heures de mises à disposition, et s'établit à 63 791 heures.

	2007	2008	2009	2010	2011
NANTERRE	46 746	44 716	56 091	46 905	40 433
COURBEVOIE	27 004	26 126	26 170	23 882	23 358
TOTAL	73 750	70 842	82 261	70 787	63 791
Evolution		-4,10%	+ 13,88%	-16,21%	-10,97%

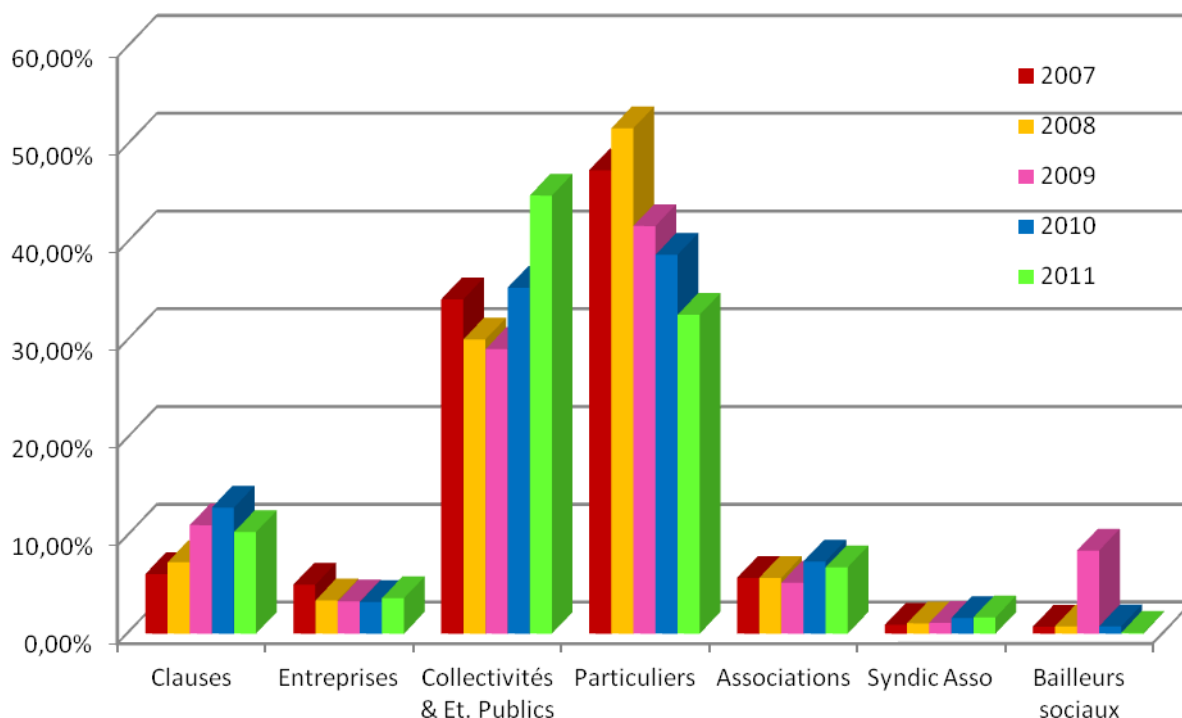
**Nombre d'heures réalisées
par antenne**



Hormis l'année 2009 exceptionnelle liée au partenariat réalisé avec un Bailleur social (France Habitation), l'analyse sur les 5 dernières années dévoile la lente érosion du nombre d'heures réalisées, avec une chute identique de 13,5% pour les 2 antennes de nos capacités de mises à disposition pour les salariés en insertion.

Concurremment, une analyse de l'activité par catégorie de Donneurs d'Ordre permet de relever les écarts sur les mêmes années (cf. graphique ci-dessous), et notamment la décroissance de nos capacités de mises à disposition de salariés en insertion chez les clients :

- Particuliers (2007 : 34 958 heures / 2011 : 20 814 heures) ;
- Entreprises avec clause d'insertion (- 3 000 heures par rapport à 2010) ;
- Associations (- 903 heures par rapport à 2010) ;
- Bailleurs sociaux (- 6 930 heures par rapport à 2009).



Ce défaut d'activité s'explique principalement pour des motifs exogènes :

- Le contexte économique qui impacte tous les types de clients, et très fortement les Particuliers et Collectivités Locales dans le cadre de lancement de marchés publics, mais aussi globalement tous les types de donneurs d'ordre ;
- Le vieillissement de la population ayant recours à nos salariés en insertion dans le secteur du service à la personne, et le défaut de renouvellement de ce type de client ;
- Les contraintes régaliennes de la loi de programmation pour la cohésion sociale sur nos capacités de réponse aux clauses d'insertion dans les marchés publics, et l'arrivée sur nos territoires de structures d'intérim d'insertion appartenant à des groupes nationaux (Emploi 92 : ADECCO – SER'INS : Leader Intérim) et mobilisant leurs capacités opérationnelles ;
- La création de la Régie de Quartier de Nanterre par la Ville de Nanterre et les Bailleurs Sociaux implantés localement.

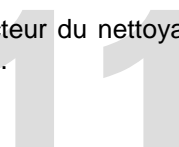
Il est à noter que le volume d'heures concernant les Collectivités Locales (Ville de Nanterre) et Etablissements Publics (VAL Courbevoie, CCAS de Nanterre, etc.) s'établit à 44,82 %,

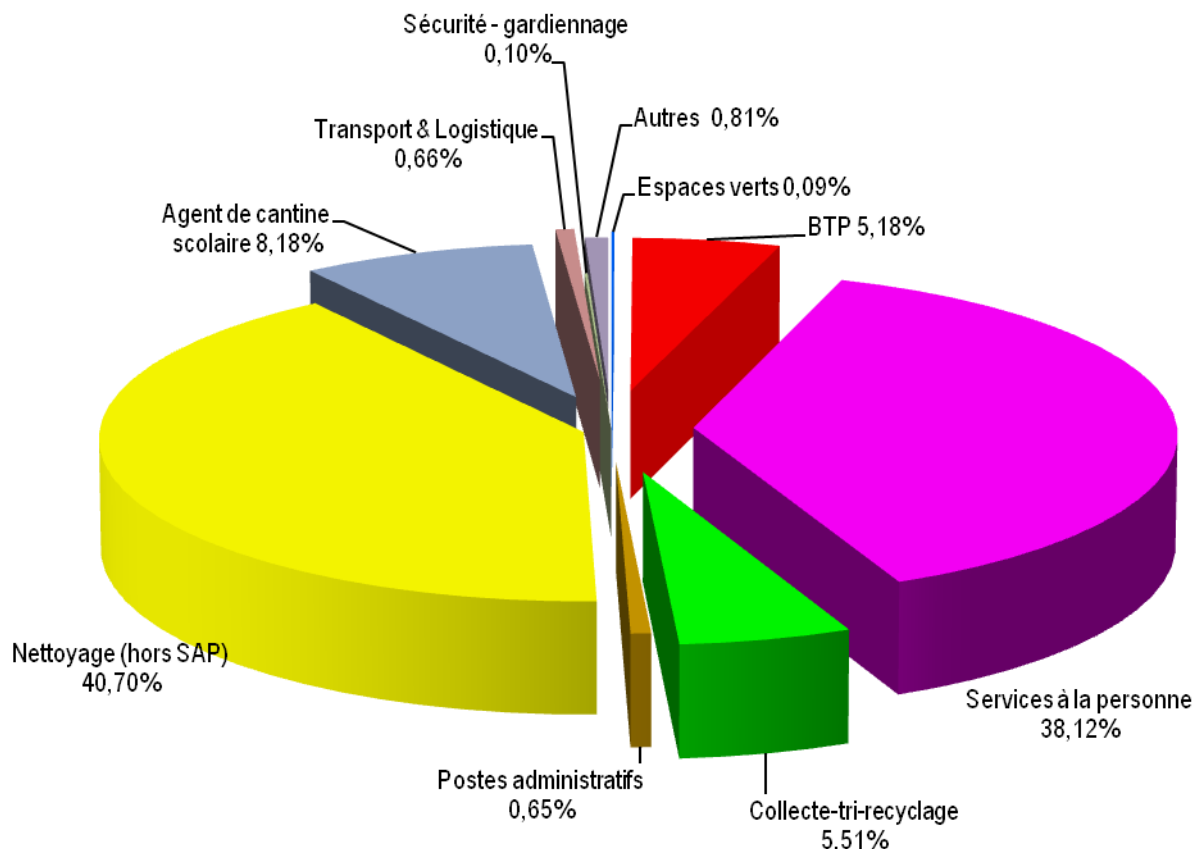
Concurremment, le pourcentage des clients particuliers s'établit à 32,63 % de notre volume d'heures.

La répartition des volumes horaires de mise à disposition d'intervenants en direction des entreprises met en évidence l'importance de deux secteurs d'activité :

- Le bâtiment et les travaux publics
- L'entretien des espaces publics avec la société VEOLIA Environnement

Concernant la répartition de la typologie des missions, les services à la personne et le secteur du nettoyage représentent près de 79% des heures de mises à disposition pour les personnels intervenants.





2. Profil des bénéficiaires

280 salariés ont été mis à disposition pour l'exercice 2011 (-17,40% par rapport à 2010), avec une répartition Femmes / Hommes stable par rapport à l'exercice précédent :

- Femmes : 56 % (-11% par rapport à 2009)
- Hommes : 44 % (+19% par rapport à 2009)

Notre association a accueilli 173 nouveaux bénéficiaires, soit une réduction significative du nombre de nouvelles personnes accueillies de 23,45% par rapport à 2010 après une forte hausse des bénéficiaires durant les années d'exercices précédents.

De nombreux publics accueillis n'ont pas pu bénéficier de mise à disposition pour des motifs divers :

- Absence d'offres de travail
- Qualité professionnelle ne correspondant aux besoins en compétences des Donneurs d'Ordre
- Aptitude d'inscription sociale inadaptée au marché du travail
- Capacités limitées de compréhension et d'expression à l'écrit et à l'oral

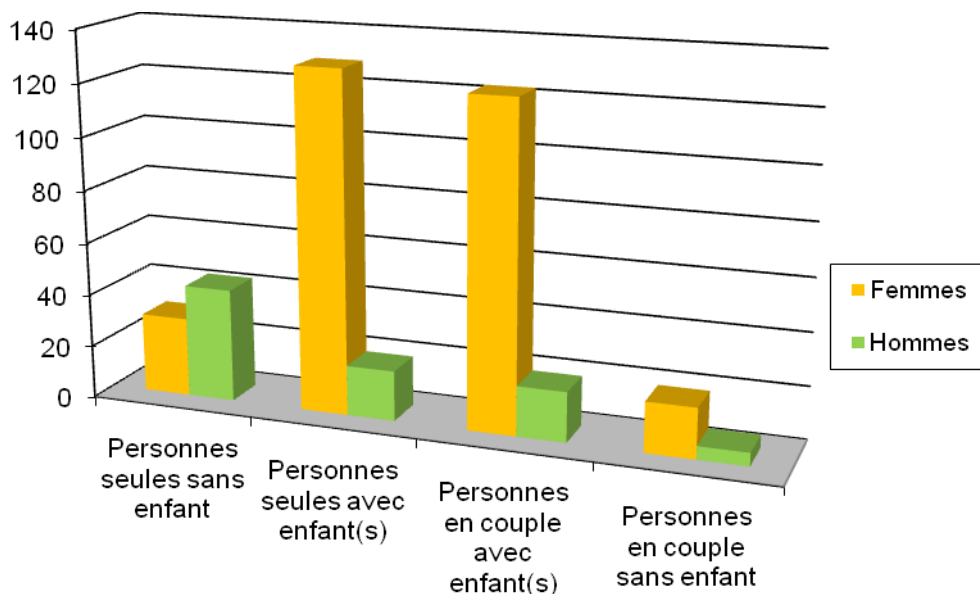
L'augmentation du pourcentage d'hommes bénéficiant de nos services est stabilisée depuis l'année 2008 (+29%).

Les jeunes de moins de 26 ans en grande difficulté représentent 9% de notre public, les bénéficiaires des minima sociaux (RSA, ASS) concernent 52% de nos bénéficiaires (+9% par rapport à 2009) et, les demandeurs d'emploi de longue durée (+2 ans) représentent 25% des personnes mises à disposition par notre association.

Le pourcentage de bénéficiaires de minima sociaux a augmenté, de nouveau, de manière très importante, traduisant une dégradation de la situation sociale des demandeurs d'emploi s'adressant à l'association.

Il en est de même de la croissance du pourcentage de demandeurs d'emploi de plus de 2 ans qui est alarmant.

La situation familiale des publics accueillis est représentée par le graphique ci-dessous :



3. Prestations conventionnées

3.1 – Convention PLIE Nanterre

ESSOR a renouvelé en 2011 sa convention avec le PLIE Nanterre.

Initialement prévue pour accueillir 20 personnes, ce sont réellement 29 personnes qui ont été accueillies dans le cadre de cette prestation qui prévoit l'accompagnement social et psychologique de demandeurs d'emploi en vue de leur retour à l'emploi.

Sur l'année 2011, l'accompagnement réalisé dans le cadre de cette opération a permis à 10 bénéficiaires de retrouver une activité professionnelle, dont :

- 1 CDI à temps plein dans le secteur du bâtiment ;
- 6 contrats de travail à durée déterminée de plus de 6 mois ;
- 3 sorties en contrats aidés ;
- 3 bénéficiaires ont participé à des formations certifiées ;
- 23 personnes ont eu des missions de travail avec notre association.

En complément, il est à noter que 76% des publics du PLIE Nanterre résident en ZUS et 86% des personnes accompagnées avaient un niveau de formation inférieur au niveau IV.

3.2 – Convention Conseil Général – Mise à disposition de bénéficiaires du RSA

Le Conseil Général des Hauts-de-Seine nous a conventionnés et financés pour cet exercice, dans le cadre d'une action de mise en emploi de bénéficiaires du RSA.

Durant cette même période, ce sont 83 bénéficiaires du RSA qui ont été salariés (inscrits en 2011 ou antérieurement) sur les 174 bénéficiaires accueillis dans notre structure et l'accueil de 56 nouveaux bénéficiaires sur l'année.

Pour cette convention, 89% des bénéficiaires du RSA avaient un niveau de formation inférieur au baccalauréat et corrélativement, 80% de ces personnes avaient une durée d'ancienneté dans le dispositif supérieur à 1 an.

Parmi ces 83 personnes, certains ont pu bénéficier de missions de travail d'un volume supérieur ou égal à 45 heures de travail par trimestre représentant 183 trimestres travaillés (23 995 heures) d'un volume supérieur ou égal à 45 heures.

Sur l'année 2011, le travail réalisé dans le cadre de cette action a permis :

- 18 sorties en emploi durable
- 8 sorties en emploi de transition
- 2 sorties positives

4. Engagement de formation

L'exercice 2011 marque toujours le fort engagement de notre association dans la formation de 183 bénéficiaires de nos accompagnements sociaux et professionnels.

Désignations	Montants (€)
Bénéficiaires salariés en insertion	183
Heures de formations :	8 957 heures
Coûts salariaux des formations :	99 346 €
Coûts pédagogiques des formations :	116 035 €
Frais annexes (transports, repas, etc.)	40 724 €
Coût total des formations :	256 105 €

Le tableau ci-dessous présente la liste des formations initiées pour les salariés en insertion et financées par notre association pour l'exercice 2011 :

Intitulé des formations	Total d'heures
Agent d'Entretien	1330
BAFA Approfondissement	192
Modules « Ménage / Repassage »	500
Tests « Ménage / Repassage »	204
Perfectionnement « Ménage / Repassage »	28
Evaluations permanentes « Ménage / Repassage »	11
BAFA Formation générale	448
CACES 1.3.5	84
CCP Personnes âgées	1274
CCP Petite Enfance	1183
CCP Tâches domestiques	480
Espaces verts	105
Image de soi	266
Initiation Informatique	192
Permis B	90
Permis C et FIMO	290
Pose Alarme Incendie	56
Pré-Qualification Restauration	1225
Remise à Niveau en Français	600
Sécurité et Secourisme au Travail	70
UC 12 CAPA Travaux Paysagers	210
Validation CCP Personnes Agées	7
Validation/passage du Titre ADVF	49
Validation/passage du Titre CCP Petite Enfance	49
Validation/passage du Titre CCP Tâches Domestiques	14
Total	8 957

Pour l'exercice 2011, en réponse aux objectifs formalisés dans notre projet associatif et aux sollicitations contractuelles de nos partenaires publics, ESSOR a investi dans la formation des bénévoles, permanents et salariés en insertion :

- 322 314 € de concours financiers ;
- 10 027 heures de formation (8 957 heures pour les salariés en insertion et 1 070 heures pour les bénévoles et permanents).

5. Résultats de notre activité

Nombre de sorties en emploi durable :

Hors emplois d'insertion : CDDI en EI, contrat de mission en AI et ETTI, contrats aidés en ACI	
CDI	36
↳ Dont CDI en CUI-CIE ou Emploi-Tremplin	
↳ Dont CDI à Temps Partiel	
CDD ou Intérim de 6 mois ou plus	11
TOTAL	47
Dont RSA socle	22
Dont TH	2

Nombre de sorties en emploi de transition :

Hors emplois d'insertion : CDDI en EI, contrat de mission en AI et ETTI, contrats aidés en ACI	
CDD ou Intérim de moins de 6 mois	7
Contrats Aidés non marchands (CUI-CAE)	6
TOTAL	13
Dont RSA socle	7

Nombre de sorties positives :

Entrées en Formation	
↳ Dont Entrées en Formation pré-qualifiante ou qualifiante	11
↳ Dont Entrées en Formation non qualifiante	1
TOTAL	12

La durée moyenne de parcours des bénéficiaires, accompagnés et mis à disposition par notre association, sortants durant l'exercice 2011 est de 18 mois.

6. Démarche qualité CEDRE

Depuis son entrée dans la démarche qualité CEDRE, développée par le COORACE, l'association place le demandeur d'emploi au centre de ses activités et a mis en œuvre un processus d'analyse et d'amélioration continue de ses pratiques.

Comme le préconise le référentiel CEDRE 2, les services de l'association sont organisés en plusieurs missions :

- Mission Accueil ;
- Mission Insertion ;
- Missions Transversales (Observatoire & système d'amélioration continue de la qualité).

Dans le cadre du « Référentiel qualité CEDRE 2 », l'association a adopté une logique de gestion de projets dans laquelle :

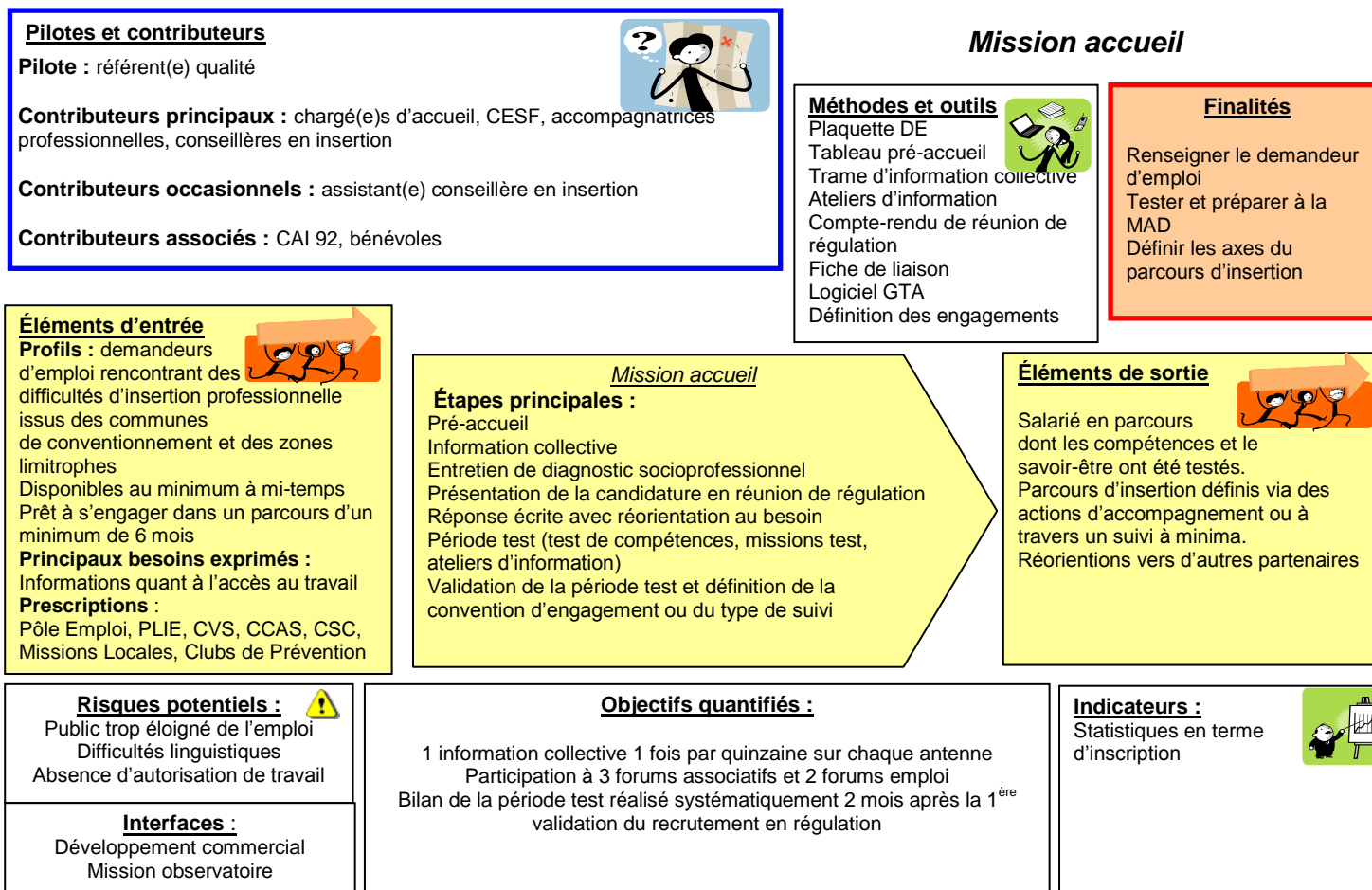
- un diagnostic clair doit être fait concernant les besoins des demandeurs d'emploi, les besoins du territoire en termes d'emploi et les partenariats potentiels ;
- la définition d'objectifs, de moyens et de plans d'action permettant de répondre aux besoins des demandeurs d'emploi au niveau du territoire ;
- l'évaluation régulière des résultats obtenus.

A cette fin, un plan d'action qualité est défini annuellement et fait l'objet d'un suivi régulier.

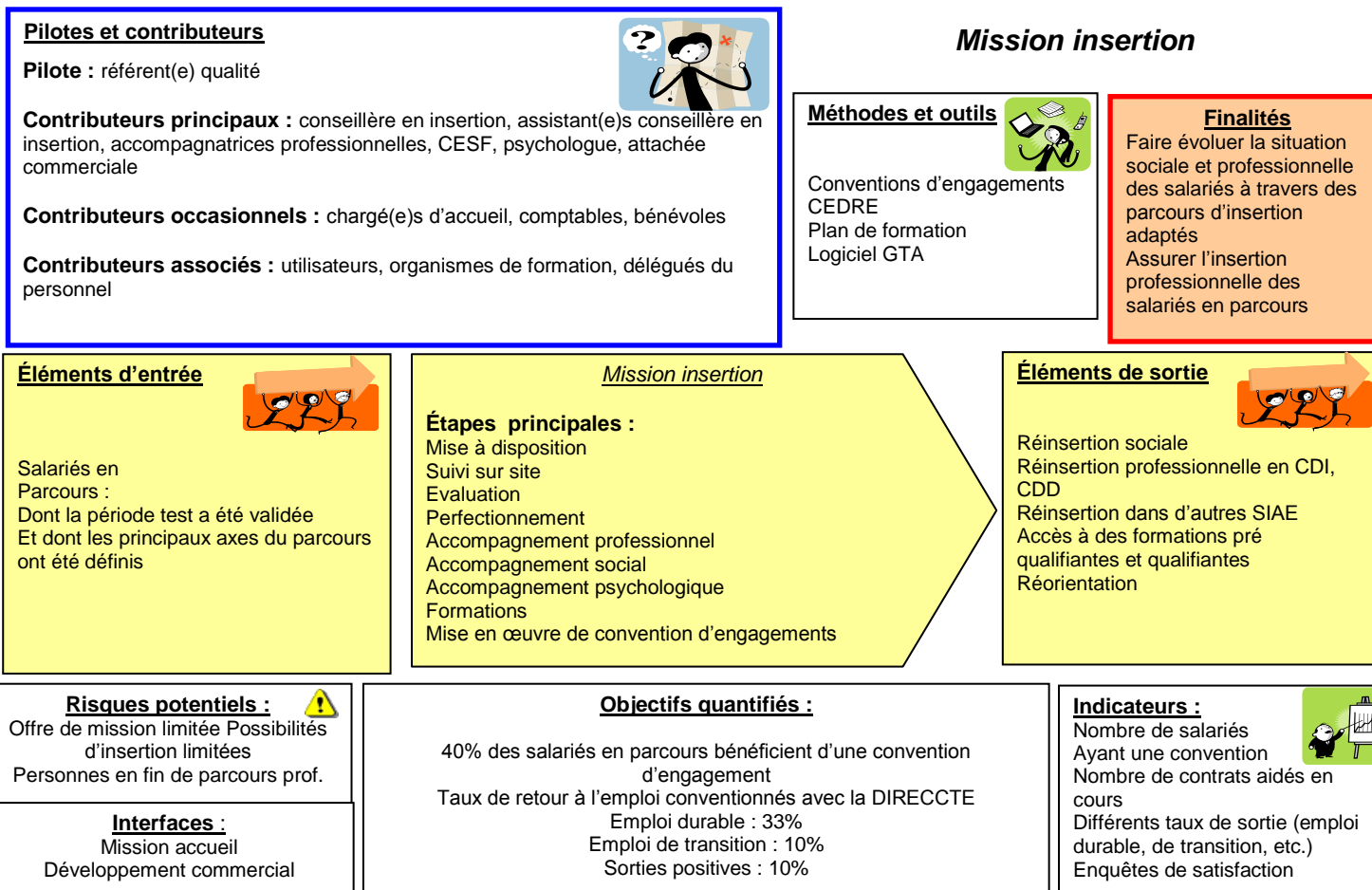
6.1 – Mission « Accueil »

Les demandeurs d'emploi s'adressent aux permanences d'accueil de l'association qui se réalisent dans les lieux suivants :

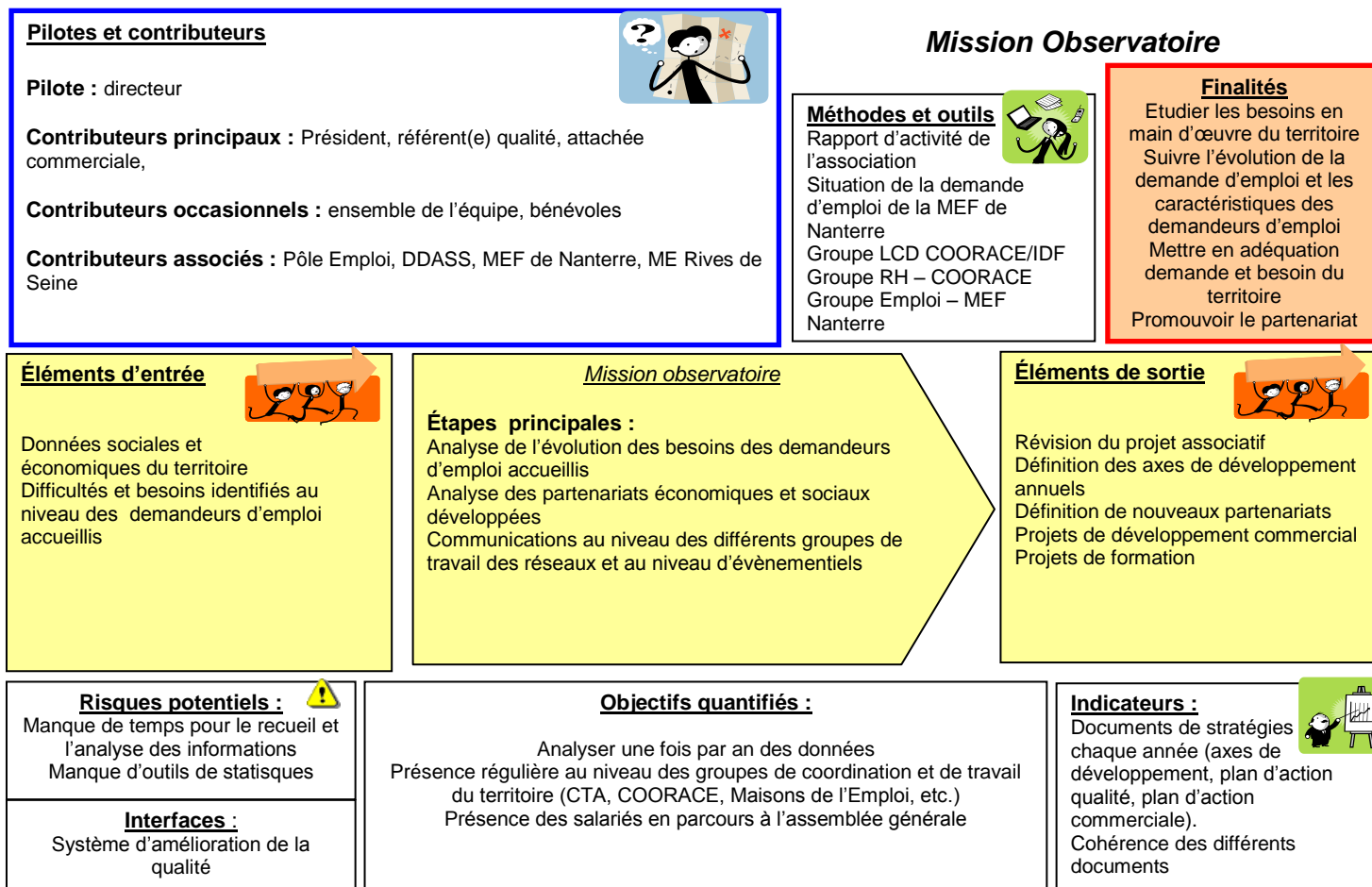
- Siège de Nanterre ;
- Antenne de Courbevoie ;
- Circonscription de la Vie Sociale de Puteaux ;
- Durant les forums « Emploi » de nos communes d'intervention.



6.2 – Mission « Insertion »



6.3 – Mission « Observatoire »



7. Partenariats

Le partenariat avec les différents acteurs institutionnels, économiques, sociaux et de l'insertion professionnelle est une richesse pour notre association.

Bien que les partenariats institutionnels soient essentiels à la qualité de l'accompagnement socioprofessionnel, ESSOR se positionne comme un partenaire économique pour notre territoire d'intervention et collabore avec les acteurs économiques locaux à la réalisation de parcours d'insertion.

ESSOR bénéficie des soutiens de :



Mais aussi de la coopération de :



Et des concours opérationnels pour la réalisation des parcours d'insertion de :



Sans oublier nos partenaires :



CAI 92.

Comité des Associations Intermédiaires des Hauts-de-Seine

Employeurs-solidaires92.fr

Acteurs de la vie économique des Hauts-de-Seine

Et aussi :

Agir pour l'emploi
AIF 92
UNIRH92
Missions Locales
Maisons des associations (Nanterre et Courbevoie)
Circonscriptions de la Vie Sociale
CCAS
Espace Accueil Insertion de Nanterre
Espace Insertion de la Garenne-Colombes
Espace Insertion de Levallois-Perret
CIF-CIDF de Nanterre & Courbevoie
ASSOL
Association Espaces
Association Halage à L'Île-Saint-Denis
AFO
AFPA
Association 3A
Association CIROCO
DOMAXIS
CDFA
ISCG

Hauts-de-Seine Initiative
INSTEP
GRETA
ADPC92
Julie Lhote
IFTIM
CER de Colombes
ZYVA
Hissez Haut
Service Social du CASH
Centres Socioculturels de Nanterre
Haltes et Elles
Club de Prévention du Chemin de l'Île
Club de Prévention des 4 Chemins
Salle Ressource du Parc
L'association GERME
CHRS de Nanterre & Courbevoie
Maison des Femmes d'Asnières
IPTR
Société VEOLIA
France HABITATION

ESSOR

Emploi Service solidarité Réseau
Association intermédiaire loi 1901

Siège social :
44, rue Paul Lescop - 92000 NANTERRE

N° SIRET : 349 075 150 00061

COMPTES ANNUELS
arrêtés au 31 décembre 2011

EXERCICE DU 1er JANVIER 2011 AU 31 DECEMBRE 2011

BILAN

COMPTE DE RESULTAT

ANNEXES

1. Bilan de l'exercice

BILAN ACTIF

Rubriques	Montant brut	Amort.& Prov.	Net au 31/12/11	Net au 31/12/10
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Logiciels	15 345	881	14 463	10 812
Immobilisations corporelles				
Constructions	38 629	38 629		
Autres	112 306	77 943	34 363	25 081
Immobilisations financières				
Participations	1 686		1 686	1 686
Créances rattachées à des participations				
Autres	1 072		1 072	2 772
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	169 038	117 453	51 585	40 351
Actif circulant				
Créances Usagers	208 494	6 217	202 277	152 510
Autres créances	295 138		295 138	268 436
Valeurs mobilières de placement	80 213		80 213	220 591
Disponibilités	270 748		270 748	321 401
Charges constatées d'avance	3 084		3 084	2 445
TOTAL ACTIF CIRCULANT	857 677	6 217	851 460	965 383
TOTAL GENERAL	1 026 716	123 670	903 046	1 005 734

BILAN PASSIF

Rubriques	31/12/11	31/12/10
Fonds associatifs		
Fonds propres		
Réserves	500 000	480 000
Report à nouveau	14 901	23 596
Résultat de la période	-99 952	11 306
Subventions d'investissement	129 866	109 366
Autres fonds associatifs		
Fonds associatif avec droit de reprise		
FONDS ASSOCIATIFS	544 815	624 267
Provisions pour risques et charges	103 231	103 231
PROVISIONS RISQUES, CHARGES ET FONDS DEDIES	103 231	103 231
Dettes fournisseurs	3 778	2 438
Dettes fiscales et sociales	226 568	261 838
Autres dettes	24 654	13 960
DETTES	255 000	278 236
TOTAL GENERAL	903 046	1 005 734

2. Compte de résultat de l'exercice

Rubriques	31/12/11	31/12/10
Produits d'exploitation		
Production vendue de biens et services	1 228 223	1 313 382
Subventions d'exploitation	310 751	308 319
	<i>dont Exercice antérieur :</i>	2000
Reprises sur provisions, transferts de charges	11 089	40 579
Cotisations	7 261	8 870
Autres produits	215 628	259 437
	<i>dont Exercice antérieur :</i>	16925
	Total	1 930 588
Charges d'exploitation		
Autres achats, charges externes	175 968	126 880
Impôts et taxes	84 231	79 725
Salaires et traitements	1 210 124	1 269 712
Charges sociales	377 148	385 610
Dotations aux amortissements	16 665	13 636
Dotation aux provisions sur actif circulant	6 217	6 181
Dotation aux provisions pour risques et charges	40 000	25 740
Autres charges	2 080	5 109
	Total	1 912 592
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	-139 482	17 996
	<i>dont Exercice antérieur :</i>	
Produits financiers	4 344	2 766
Charges financières		
RESULTAT FINANCIER	4 344	2 766
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Reprises sur provisions, transferts de charges	40 000	
	Total	
	40 000	
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	4 814	9 457
Dotations aux amortissements et provisions		
	<i>Exercice antérieur</i>	9457
	Total	9 457
RESULTAT EXCEPTIONNEL	35 186	-9 457
TOTAL DES PRODUITS	1 817 295	1 933 354
TOTAL DES CHARGES	1 917 247	1 922 049
EXCEDENT OU DEFICIT	-99 952	11 306
	<i>dont Exercice antérieur :</i>	
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Produits		
Mise à disposition gratuite de biens et services	39 561	39 817
Personnel bénévole	127 400	90 875
	Total	130 692
Charges		
Bénévolat	127 400	90 875
Prestations en nature	39 561	39 817
	Total	130 692

3. Annexes aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2010

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31 décembre 2011 a une durée de douze mois, égale à celle de l'exercice précédent clos le 31 décembre 2010.

Le total du bilan de l'exercice s'élève à 903 046 €

Le résultat de l'exercice est un déficit de 99 952 € et le total du compte de résultat s'élève à 1 817 295 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels, lesquels ont été arrêtés par le conseil d'administration de l'association.

Cette annexe comporte les paragraphes suivants :

1. Faits caractéristiques de l'exercice
2. Règles et méthodes comptables
3. Notes sur le bilan – Actif –
4. Notes sur le bilan – Passif –
5. Notes sur le compte de résultat
6. Détail des postes concernés par le chevauchement d'exercice
7. Autres informations

1 – FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Aucun élément significatif n'est à signaler concernant les comptes annuels pour l'exercice 2011.

2 – REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes ont été établis dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Provisions pour risques et charges : elles sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la date de clôture des comptes.
- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire sur la base de leur durée de vie économique : 3 ans pour les installations, durées des conventions d'occupation des locaux, 3 ans pour le matériel de bureau, 8 et 10 ans pour le mobilier.
- Provisions pour dépréciation d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrecouvrabilité relatifs à l'actif existant à la clôture des comptes.

3 - NOTES SUR LE BILAN - ACTIF -

ACTIF IMMOBILISE

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes 169 038 €

Actif immobilisé	Début exercice	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	10 812	4 533		15 345
Immobilisations corporelles	125 868	25 066		150 934
Immobilisations financières	4 459		1 700	2 759
Total	141 139	29 599	1 700	169 038

Les variations des immobilisations incorporelles concernent l'acquisition du logiciel Exchange

Les variations des immobilisations corporelles concernent le matériel informatique et l'acquisition de 2 copieurs

La diminution des immobilisations financières correspond au remboursement de prêt à un membre du personnel.

Amortissements et provisions 117 453 €

Amortissements et provisions	Début exercice	Dotations	Cessions et hors services	Fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	-	881		881
Immobilisations corporelles	100 788	15 784		116 572
Immobilisations financières				-
Total	100 788	16 665	-	117 453

ETAT DES CREANCES

De l'actif immobilisé 772 €

Dépôts et cautionnements

Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
772		772

PROVISION DE L'ACTIF CIRCULANT 6 217 €

Créances Usagers

Début exercice	Dotation	Reprise	Fin d'exercice
6 181	6 217	6 181	6 217

4 - NOTES SUR LE BILAN - PASSIF -

FONDS ASSOCIATIFS

544 815 €

	Début exercice	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
Réserves	480 000	20 000		500 000
Report à nouveau	23 596	- 8 694		14 901
Résultat de l'exercice	11 306	- 99 952	11 306	- 99 952
Subvention d'investissement	109 366	20 500		129 866
Fonds associatifs avec droit de reprise				-
Totaux	624 267	- 68 147	11 306	544 815

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES ET FONDS DEDIES

103 231 €

	Début exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provision pour litiges	60 890			60 890
Provision pour risques sur créances	2 341		-	2 341
Provision risque reversement subventions	40 000	40 000	40 000	40 000
Totaux	103 231	40 000	40 000	103 231

La provision pour litiges constituée correspond à des demandes formulées au Conseil des Prud'hommes.

ETAT DES DETTES**255 000 €**

	Montant total	à moins d'1 an	de 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes fournisseurs	3 778	3 778		
Dettes fiscales et sociales	226 568	226 568		
Autres dettes	24 654	24 654		
	255 000	255 000		

5 - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**PRODUITS D'EXPLOITATION****Subventions d'exploitation** **310 751 €**

Au titre de l'exercice en cours	310 751
Au titre de l'exercice antérieur	-

Reprises sur provisions, Transferts de charges**11 089 €**

Reprises de provisions	6 181
Transfert de charges	4 909

Autres produits**215 628 €**

Aides à l'emploi	189 741
Remboursements de formations	24 373
Autres	1 513
Divers	

CHARGES D'EXPLOITATION**Autres charges****2 080 €**

Pertes sur créances usagers	1 858
Charges diverses de gestion	222

6 - DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE**CHARGES CONSTATEES D'AVANCE****3 084 €****PRODUITS A RECEVOIR****295 138 €****Autres créances**

Subventions d'exploitation	265 568
Subventions d'investissement	10 000
Remboursements de stages de formation	5 670
Aide à la formation à recevoir	7 046
Autres	6 854

CHARGES A PAYER**226 568 €****Dettes fiscales et sociales**

Dettes provisionnées Congés Payés	30 232
URSSAF	85 388
Retraite AGRR	29 559
Prévoyance Cadre	1 489
GARP	20 994
Charges sur dettes provision Congés payés	15 465
Taxe sur les salaires	20 542
Formation professionnelle	18 545
Participation logement	4 354

Autres dettes**24 654 €**

Charges à payer	24 654
ASP à rembourser	-

7 - AUTRES INFORMATIONS

AFFECTATION DE L'EXCEDENT DISPONIBLE DE L'ANNEE 2010

L'assemblée générale du 8 juin 2011 a décidé :

Affectation du montant de l'excédent de l'année 2010	11 306 €
au Compte Report à nouveau, qui atteindra le montant de	34 901 €
et affectation du report à nouveau à la Réserve pour fonds de roulement	-20 000 €

Le solde du compte de report à nouveau étant ramené à	14 901 €
et le compte Réserve pour Fonds de roulement porté à	460 000 €
et l'ensemble des réserves à	500 000 €

AFFECTATION PROPOSEE DU DEFICIT COMPTABLE DE L'ANNEE 2011

Le Conseil d'Administration du 4 mai 2012 propose l'affectation suivante du déficit :

Affectation de 14 901 au compte report à nouveau
et affectation du solde dans les réserves pour fonds de roulement

14 901 €
85 051 €

Le solde du compte de report à nouveau étant ramené à	- €
et le compte Réserve pour Fonds de roulement porté à	374 949 €
et l' ensemble des réserves à	414 949 €

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Mise à disposition gratuite de biens et services

Frais des bénévoles non remboursés
Mise à disposition gratuite de locaux

3 292
36 269

39 561

166 961 €

Les frais des bénévoles non remboursés concernent l'évaluation des frais de déplacements effectués au moyen de voiture personnelle.

Personnel bénévole

Bénévolat Temps passés

127 400

Les temps passés par les bénévoles s'élèvent à 3 640 heures.

EVOLUTION DES EFFECTIFS

Personnel en insertion

Effectifs
Nombres d'heures payées

2011	2010
280	339
80 449	85 762

Personnel permanent

Effectifs

20	22
----	----

Droit Individuel à la Formation

Nombre d'heures

2011
792

Les engagements de retraite

En raison de l'âge des salariés et du turnover, les engagements de retraite n'ont pas été évalués pour cet exercice

ESSOR

EMPLOI SERVICE SOLIDARITE RESEAU

Association intermédiaire Loi 1901

Siège social : 44, rue Paul Lescop
92000 NANTERRE

N° SIRET : 349 075 150 00061

RAPPORT FINANCIER SUR LES COMPTES DE L'ANNEE 2011

Les comptes annuels de l'association ont été arrêtés par le conseil d'administration le 4 mai 2012.

Ils sont constitués de deux documents habituels : bilan et compte de résultat. .

J'examinerai successivement le résultat de l'année et le bilan arrêtés au 31 décembre 2011 puis vous présenterai l'affectation des résultats proposée par le Conseil d'Administration.

LE RESULTAT

Le compte de résultat 2011 fait apparaître un déficit de 99 952 € alors, qu'en 2010, il ressortait avec un bénéfice de 11 306 €.

L'analyse de l'évolution du détail du compte de résultat en 2011 est faite ci-après en comparaison avec le résultat 2010.

Le résultat est détaillé en trois rubriques :

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
- Résultat courant non financier	-139 482	17 996
- Résultat financier	4 344	2 766
- Résultat exceptionnel	35 186	-9 457
Total	- 99 952	11 306

Le résultat courant non financier

Les **produits d'exploitation** sont passés de 1 930 588 € à 1 772 951 € (- 8,17 %), et les charges d'exploitation de 1 912 592 € à 1 912 433 € (pratiquement identiques).

Dans les **produits d'exploitation**,

Le **chiffre d'affaires** est passé de 1 313 382 € en 2010 à 1 228 223 € soit une baisse de 6.48 % conséquence directe de la baisse sensible des heures facturées en 2011.

- Les **subventions** ont atteint 310 751 € contre 308 319 € en 2010, soit une augmentation de 2 432 € (+ 0.79 %).
- Les **reprises sur provisions et transferts de charges** sont passés de 40 579 € en 2010 à 11 089 €, soit -72.67%. En 2010, 15 193 € correspondait à une indemnité de licenciement et 17 864 € à une dépréciation d'usagers.
- Les **autres produits** sont passés de 259 437 € en 2010 à 215 628 € en 2011 soit une baisse de 43 810 € (-8.17%), cette baisse provient essentiellement de la diminution des remboursements ASP des contrats aidés CA et CAE intervenants. De plus, a été comptabilisé en 2011 un montant de 16 925 € sur l'exercice 2010 correspondant au remboursement tardif ASP CAE permanents.
- Les **cotisations** clients sont en baisse de 18 %, passant de 8 870 € à 7 261 €.

Dans les **charges d'exploitation** :

- Les **salaires**, charges sociales et taxes sur salaires atteignent 1 671 503 € contre 1 735 047 € en 2010, soit une baisse de 3,66 %, à comparer à la baisse du chiffre d'affaires de 6,48 %.
- Les **charges externes** s'élèvent à 175 968 € au lieu de 126 880 € en 2010, soit une augmentation de 38,7 %, due essentiellement. Aux frais d'une étude pour la constitution d'un GES à hauteur de plus de 40 000 €.
Les **dotations aux amortissements et provisions** ressortent à 62 882 € contre 45 557 € en 2010, soit une augmentation de 38 %.
La dotation aux amortissements est en augmentation : 16 665 € en 2011 contre 13 636 € en 2010 (+22.21 %).
Une provision pour risques de non versement de subventions a été comptabilisée pour un montant de 40 000 €. A noter, sur l'exercice, une reprise sur provision d'un montant identique.
- Les **autres charges**, de 2080 € proviennent essentiellement de la perte sur créances des usagers pour un montant de 1858 €.

Le **résultat financier** est un excédent de 4 344 € dont 3 800 € de revenus des comptes financiers.

Le **résultat exceptionnel** de 35 186 € comporte un montant de 40 000 €, correspondant à une reprise sur provision pour risques de non versement de subvention. Il est compensé par une charge de 4 814 € sur exercice 2009 (PLIE).

LE BILAN

Le total du bilan de l'association s'élève à 903 046 € contre 1 005 734 € fin 2010.

A l'actif :

L'**actif immobilisé net** de 51 585 € est en augmentation de 11 234 €, soit :

- | | |
|---|------------|
| ▫ Acquisition de logiciels | +4 533 € |
| ▫ Acquisition de matériels et mobiliers de bureau | +25 066 € |
| ▫ Immobilisation financière | - 1 700 € |
| ▫ Dotation aux amortissements | - 16 665 € |

L'**actif circulant** est passé de 965 383 € à 851 460 €.

Les **créances usagers** s'élèvent à 202 277 € contre 152 510 € à fin 2010, la provision pour dépréciation des usagers est passée de 6 181 € en 2010 à 6 217 € en 2011.

Les **autres créances** de 295 138 € en 2011, contre 268 436 € à fin 2010, comprennent les subventions de fonctionnement à recevoir, pour 265 568 €, dont 70 000 € du Fonds Social Européen datant de 2010.

La **trésorerie** (valeurs mobilières de placement et disponibilités) s'élève à 350 961 € en 2011 contre 541 992 € à fin 2010, soit une baisse de 191 031 € (-35.25 %).

Au passif :

Fonds associatifs et provisions pour risques.

Le total de ces deux rubriques est passé de 727 498 € en 2010 à 648 046 € à fin 2011.

La diminution correspond à :

- | | |
|-------------------------------------|-------------------|
| ▫ résultat de l'année 2011 | - 99 952 € |
| ▫ subvention d'investissement reçue | +10 500 € |
| Total | - 89 452 € |

Les **dettes** sont passées de 278 236 € fin 2010 à 255 000 € au 31 décembre 2011.

La situation de la trésorerie est devenue plus difficile.

AFFECTATION DU RESULTAT

Le Conseil d'Administration vous demande :

- d'approuver les comptes annuels de l'année 2011 ;
- d'affecter le déficit de l'année 2011 de 99 952 € au compte report à nouveau à hauteur de 14 901 € et au compte réserves à hauteur de 85 051 €, dont le montant devient 414 949 €.

Alain MELOT
Trésorier

Ce rapport a été rédigé par Raphaël ROUSSEAU - Directeur, Jean-Charles CHIBON - Contrôleur de gestion, Isabelle BEHUE - Assistante de direction et, le concours effieient de notre Président, Jean GIROUD.

Il est toutefois le produit d'un travail en équipe avec : Salima FALEK – Chargée d'insertion, Violaine DEAN – Chargée d'insertion, Hanane EL HAFIA – Chargée d'insertion, Dominique WEISS – Chargée d'insertion, Karine MORIN – Accompagnatrice professionnelle, Muriel ATTALI – Accompagnatrice professionnelle, Yamina NOMEL – Accompagnatrice professionnelle/Psychologue, Nacera SALHI – Conseillère en Economie Sociale et Familiale, Nassira BELKACEM – Comptable, Braham MALLEM – Comptable, Marie-Paule HOUNTONDJI – Chargée d'accueil, Nicole POZZI - Chargée d'accueil, Marie-Jeanne RAZANANIVO - Chargée d'accueil, Marie-Thérèse NOLIBOIS - Assistante insertion, Carole PAYRISSAT - Assistante insertion.

L'équipe tient à remercier tout particulièrement les bénévoles qui apportent quotidiennement leur concours

De même, les collaborateurs d'ESSOR tiennent à remercier tous les partenaires qui ont œuvré à leurs côtés pour permettre à des demandeurs d'emploi, bénéficiaires des minima sociaux ou autres personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, de devenir des richesses humaines, pour eux-mêmes, pour les entreprises et pour notre société.